
Géorgie: Le secteur militaire, promesse de paix, d'indépendance et d'avenir radieux

Description

Constamment sur le pied de guerre, la Géorgie est entourée d'alliés impuissants ou passifs. Elle doit donc faire face à la menace russe seule et ne peut compter que sur elle-même. C'est en substance le message adressé par le président Mikhéil Saakachvili aux Géorgiens lors de ses apparitions médiatiques, dont les dernières sont consacrées aux questions militaires et d'unité nationale derrière l'armée.

Depuis le conflit d'août 2008, les questions sécuritaires sont la priorité du gouvernement géorgien. Les causes de ce conflit n'en demeurent pas moins un sujet de débats enflammés, car hautement politisés. Saakachvili a-t-il commencé la guerre ? N'a-t-il fait que tenter de prévenir une menace ou riposter aux provocations ? Depuis le mois de février 2012, ce dernier multiplie les mises en scène médiatiques de sa capacité à doter la Géorgie d'une artillerie nationale, gage de sécurité, d'indépendance et preuve de dynamisme économique et... belliciste.



Rhétorique de la guerre

Au premier plan des questions qui agitent les cercles diplomatiques de la Géorgie se trouvent les relations États-Unis -Géorgie. Les conseillers militaires américains, qui avaient eu pour mission de former et entraîner l'armée géorgienne et de conseiller l'État-major géorgien, ont depuis août 2008 une attitude plus modérée, voire méfiante, envers le gouvernement géorgien et son président, souvent qualifié « d'imprévisible ». L'impulsivité du président Saakachvili, sa rhétorique militaro-centrée et surtout sa vision d'un monde bilatéral hérité tout droit de la tradition de la Guerre froide, dans lequel la Russie est « l'Axe du mal » justifiant sa politique de militarisation, sont autant de sources d'embarras pour son allié états-unien.

En effet, alors que l'équipe de Barack Obama s'est engagée dans une politique de dialogue et de rapprochement avec la Russie, mettant un terme à la vision proprement post-soviétique d'un monde bipolaire, entre autres pour échanger davantage sur les dossiers iranien, syrien, du nucléaire et de la sécurité européenne, le gouvernement géorgien communique sur la « nécessité vitale » d'entrer dans l'OTAN et sur le « devoir » fondamental d'empêcher la Russie d'intégrer l'OMC.

Au cœur de ces nouvelles relations géopolitiques imbriquées, qui concernent aussi bien l'Europe, le Moyen Orient, le Sud Caucase et l'Amérique du Nord, se trouvent la gestion de l'après août 2008 et la question des indépendances *de facto* des deux régions géorgiennes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, officiellement occupées par la Russie, l'un des rares États à reconnaître les deux régimes sécessionnistes. Encastrée dans ce petit « Grand Jeu », la Géorgie se pose en victime et construit un discours légitimant sa course en avant militaire. Ce discours peut se résumer en trois thèmes : la

menace persistante, les Géorgiens qui se préparent au pire, et la Géorgie qui ne doit compter que sur elle-même.

Face aux menaces, rassembler ses alliés

Sur le premier point, les faits sont indiscutables : l'armée russe est réellement massée aux portes de Tbilissi. La présence militaire russe en Ossétie du Sud comme en Abkhazie (dite d'occupation selon la version géorgienne ou de sécurisation selon l'optique russe, abkhaze et sud ossète) fait planer la menace d'un embrasement imminent. La question de savoir si la Russie usera de ces forces pour tenter une nouvelle aventure guerrière est affaire d'interprétations et de débats entre experts. Suivant la lecture officielle géorgienne de la situation, la Géorgie ne peut se contenter d'attendre, elle se doit de renforcer son armée mise en déroute en août 2008, racheter des armes et moderniser toute son infrastructure. L'aide de conseillers, américains, israéliens et autres, est alors cruciale, tout comme la recherche de fournisseurs d'armes.

La rencontre entre les présidents Mikhaïl Saakachvili et Barack Obama le 31 janvier 2012 fut en ce sens fort intéressante. Attendue avec ferveur par la partie géorgienne, elle devait porter sur une alliance confirmée et renforcée en faveur du dossier militaire. Pour séduire, voire forcer la main des États-Unis, le gouvernement géorgien, rompu à l'exercice des records à battre de la part d'une petite nation hyper dynamique, a rappelé qu'il fournissait le plus gros contingent de soldats, en termes relatifs, aux troupes de l'OTAN envoyées en Afghanistan, et ce dans les régions réputées les moins faciles, alors même que la plupart des alliés des États-Unis cherchent à se désengager de ce conflit impopulaire et de plus en plus difficilement gérable.

À l'issue de cette rencontre, la partie géorgienne a essentiellement communiqué dans les médias géorgiens sur les liens stratégiques entre les deux pays portés à un « nouveau niveau ». Le ministre géorgien de la Défense B. Akhalaïa a ensuite précisé ce niveau : il s'agit d'une coopération plus poussée dans le domaine de la défense. Or, alors que la Géorgie aspire à acquérir des armes, les États-Unis ne sont plus disposés à lui en fournir, pour ne pas remettre en cause ses fragiles relations avec la Russie. D'autant que cette dernière permet aux Américains de convoier ses soldats vers l'Afghanistan *via* son territoire. Déçue mais réaliste, la Géorgie doit alors chercher ailleurs...

Se préparer au pire

Face à la prudence des États-Unis sur le front caucasien, et conscient que l'OTAN n'interviendra pas en cas de nouveau conflit, le président Saakachvili a décidé de réagir sans plus attendre. D'une part, il promet de sécuriser le territoire géorgien avec l'aide de réservistes formés à protéger leur village, leurs concitoyens, sur le « modèle » des réservistes suisses. Il s'agit en quelque sorte d'armer des hommes qui serviront de vigie dans les régions limitrophes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Autre volet de cette stratégie: le réarmement. Privé d'armes états-uniennes, la Géorgie s'est vue en outre « trahie » par son fournisseur israélien en drones, avec qui elle avait signé un important contrat en 2007. Au printemps 2008, entre trois (version géorgienne) et sept (version abkhaze) drones israéliens, sur la quarantaine acquise, auraient été mis hors service. La Géorgie s'inquiète du rôle des Russes dans ces contre-attaques. Ses doutes sont confirmés par des experts: ses drones ont bien été contrôlés par autrui.

A la suite de la publication par le site Wikileaks, en février 2009, d'une note sur un accord d'échange d'informations entre Israël et la Russie, la première fournissant les codes des drones vendus à la

Géorgie contre les codes russes de missiles utilisés par l'Iran, la Géorgie rompt son contrat d'achat de drones. Un procès est en cours sur ce sujet entre la compagnie israélienne et la Géorgie, au Haut tribunal de Justice de Londres. En attendant, privée de ces drones, la Géorgie n'a pu trouver d'autre fournisseur: la même note citée par Wikileaks relate que le Mexique, approché pendant le conflit de 2008, a refusé toute transaction pour, lui aussi, ne pas froisser ses relations avec la Russie. Au final, la Géorgie s'est retrouvée seule, comme mise sous «embargo», ainsi que le disent certains analystes géorgiens.

Ne compter que sur soi

Entre février et avril 2012, le président géorgien multiplie les discours épiques qui présentent, comme il sait le faire, une Géorgie porteuse de tous les espoirs et de lendemains qui chantent. Cette fois, le thème concerne l'armée nationale: la Géorgie peut être fière de l'acquisition d'une nouvelle indépendance, sécuritaire et militaire. Le président révèle les productions d'armement « made in Georgia » : le blindé Lazika, les véhicules Didgori 1 et 2, un lance roquettes et des drones. Lazika est un véhicule maniable, porteur d'une mitrailleuse et doté d'une vision nocturne et thermique, capable de transporter 7 hommes. Les drones, d'une autonomie de huit heures, peuvent voler à 3000 mètres d'altitude, et rempliront des missions de reconnaissance et de contrôle du territoire. Le gouvernement géorgien s'appuie depuis plus de deux ans sur la recherche et le développement dans l'ingénierie militaire, branche dont le budget a quadruplé entre 2010 et 2011, passant de 2,2 à 11,2 millions de dollars, alors que le budget défense stagne, voire régresse. La société industrielle militaire et scientifique géorgienne Delta, placée sous l'égide du ministère géorgien de la Défense, est effective depuis 2005.

Loin d'être une révolution technique, ces nouveaux produits militaires viennent toutefois satisfaire un réel besoin logistique mais, surtout, ils cristallisent très symboliquement la nation autour d'une fierté et d'un espoir: la résurrection d'une Géorgie abandonnée qui ne se laisse pas abattre. En mettant en scène cet armement, le président géorgien veut démontrer que la Géorgie reste combattive et qu'elle n'hésitera pas à faire usage de la force, de sa seule force, pour résister. Selon l'analyste Alexandre Rondéli, président de la Fondation géorgienne pour les études stratégiques et internationales, « *ce gouvernement essaye de remonter le moral de la nation [en disant] 'Regardez, nous produisons de telles choses !' »*^[1]

De fait, dans un État où crises économique et sociale sont importantes, où les entreprises nationales sont faibles et où le traumatisme post-conflit demeure palpable au sein d'une population composée pour une large part de déplacés ou de personnes liées de près comme de loin aux régions séparatistes, ce type de message résonne. Saakachvili, qui aime émailler ses discours de références inspirées de modèles étrangers, a brandi une fois de plus Singapour comme l'exemple d'une promesse réaliste de croissance du secteur de la haute technologie portée par l'industrie militaire. Selon lui, l'envolée économique de son pays suivra la voie de la « singaporisation », soit un développement rapide et à deux chiffres. Le secteur militaire ne pouvait donc échapper à cette vision globale.

Cette stratégie, dont le bien fondé et la faisabilité sont très commentés en Géorgie, participe de la paranoïa ambiante quant à l'imminence d'une guerre inégale contre la Russie, et révèle la mentalité belligérante, voire revancharde, du Président. D'une manière globale, elle s'inscrit dans une logique davantage régionale que proprement géorgienne : la tendance à la militarisation des États du Sud Caucase, tous trois confrontés à des « conflits gelés » (Abkhazie, Ossétie du Sud, Haut Karabagh) et

à une crainte, réelle ou fantasmée, d'une guerre généralisée.

[1] M. Corso, "[Georgia: Building Up Weapons Manufacturing Capabilities](#)", Eurasiareview, 03/03/2012.

Sources : *Civil Georgia, Eurasiareviews, Liberali, Penzanews.ru, Wikileaks*

Vignette : M. Saakachvili près d'un drone géorgien, avril 2012, site officiel du président de la Géorgie, <http://www.president.gov.ge>

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

01/05/2012

Champs de Méta

Auteur-article : Sophie TOURNON